



Mettre un terme à l'austérité : Pour le progrès social, par la solidarité globale

Manifeste de Hambourg contre la politique d'austérité

Un changement d'orientation politique est indispensable. Des dépenses et des investissements massifs de l'État dans les services publics tels que les affaires sociales, l'éducation, la science, la culture et l'infrastructure sont nécessaires de manière urgente. Une telle politique peut être mise en pratique immédiatement : les recettes fiscales disponibles doivent être utilisées à cette fin, il faut appliquer les impôts sur la richesse et les grandes fortunes, et : il faut mettre fin à la politique d'austérité. Elle vise à interdire les emprunts publics et représente par conséquent un frein à l'aménagement du bien commun et du progrès social dans le monde entier. C'est pourquoi elle doit être stoppée.

LES CRÉATEURS DE RICHESSE, C'EST NOUS !

La productivité du travail humain est aujourd'hui déjà telle que la production agricole mondiale annuelle suffirait à bien nourrir 12,5 milliards de personnes. Mais un pour cent de la population mondiale possède plus de richesses que les 99 pour cent de la population restante.

Partout, la vie sociale, le travail utile et la culture pourraient prospérer. Mais la richesse matérielle et spirituelle, produite grâce au travail et l'engagement socio-culturel de la majorité, est de moins en moins mise au ser-

vice de la prospérité et de l'épanouissement de la société entière. Au contraire, cette richesse est détournée et fait l'objet de profits obscènes tout en concentrant le pouvoir économique dans les mains de quelques-uns. La cause principale favorisant cette évolution est une politique de redistribution des richesses du bas vers le haut.

Ce processus cynique prive des êtres humains dans le monde entier de leur perspective de vie et de développement.

La "règle d'or" budgétaire n'a d'autre objectif que de conserver ce rapport social. Elle peut et doit par conséquent être supprimée : « Toute personne, en tant que membre de la société, a droit à la sécurité sociale; elle est fondée à obtenir la satisfaction des droits économiques, sociaux et culturels indispensables à sa dignité et au libre développement de sa personnalité, grâce à l'effort national et à la coopération internationale, compte tenu de l'organisation et des ressources de chaque pays » (Article 22 de la déclaration universelle des droits de l'homme). Le progrès nécessite du mouvement social !

METTONS FIN À LA « FIN DE L'HISTOIRE » : UN MONDE MEILLEUR EST POSSIBLE !

La création des conditions de vie humaines est notre cause commune ! Une vie digne pour chacun, exempte de guerre, de pauvreté et de famine, une éducation gratuite et la participation sociale et citoyenne pour tous, l'accomplissement de travail utile en sûreté sociale, une prévoyance pour la santé et une médecine à but non-lucrative, des logements confortables et abordables pour tous, des théâtres et musées publics comme espaces culturels vivants, des sciences indépendantes vouées à l'intérêt général, des ad-

ministrations et des services sociaux à visage humain, une mobilité durable, un approvisionnement en eau et en énergie pour tous – Tout ceci est réalisable à l'échelle mondiale depuis longtemps. Ce n'est pas de la charité, mais une nécessité pour toute l'humanité.

POURQUOI L'AUSTÉRITÉ ? – UNE RESTRICTION SYTÉMATISÉE

Lorsque les banques internationales ont été « sauvées » pendant la « crise financière » mondiale de 2008 à l'aide d'importantes contributions financières des gouvernements, le monde entier en a été témoin: L'argent ne manque pas !

Les mesures politiques de renoncement de salaire, la privatisation des biens publics, la dérégulation de l'économie, les facilités d'impôts pour les grandes entreprises et la concurrence croissante du marché de l'emploi (« flexibilisation ») se sont révélées être ce qu'elles ont toujours été: un pillage systématique de la population pour l'augmentation des profits d'une minorité. Le mythe de l'auto-régulation des marchés, du soi-disant accroissement du bien commun par le secteur privé et l'impératif de se « serrer la ceinture » ont soudainement perdu tout fondement de leur légitimation.

Depuis, dans le monde entier, de plus en plus de personnes s'engagent pour un tournant politique solidaire et pour une vie sociale et culturelle digne pour tous. En opposition à cette alternative de société, la classe dominante tente de faire prévaloir la fable de la « fin de l'histoire »: la mise sous tutelle systématique de la population et la politique d'abdication (austerité) ont été constitutionnellement entérinées avec « la règle d'or ». Elle est idéologiquement basée sur un sys-

tème de mensonge sensé nous faire croire que toute nouvelle dépense sociale nuirait au bien commun. A contrario, de cultiver de manière dynamique la qualité de vie sociale est primordiale et réalisable. Honneur à la vérité !

NOUS AVONS TOUS BESOIN D'UNE AMÉLIORATION DU BIEN-ÊTRE SOCIAL

Nous y identifions clairement :

1. La dette publique n'est pas le problème. Le développement du bien commun a toujours signifié une augmentation du niveau de productivité. Les moyens financiers investis génèrent le double, voire même le triple de la somme initiale. En outre, l'État est souverain au niveau économique, financier et monétaire. Il peut augmenter ses recettes fiscales et augmenter la masse monétaire en cas de besoin (par exemple lorsque la productivité s'accroît). De cette façon, il peut s'auto-financer.

2. La dette publique n'est problématique que lorsque l'État se soumet au pouvoir des banques, car celles-ci peuvent exercer du chantage si ce dernier est surendetté. Il est donc nécessaire que la souveraineté politique des États sur le système bancaire soit réétablie. La dérèglementation du secteur financier a été une décision politique éronnée, mais elle est réversible. Les banques ont également l'obligation de respecter la loi constitutionnelle et l'intérêt commun. Elles ne disposent pas d'un droit légal à faire du profit. Si elles menacent l'État ou l'intérêt général, il faut les exproprier.

3. Le niveau actuel élevé de la dette publique ne résulte pas des dépenses d'un État social excessif et débordant. Au contraire, il est dû avant tout aux dépenses engendrées

par le sauvetage des banques, aux immenses exonérations d'impôts envers les propriétaires de capital au cours des 20 dernières années, et à un État-providence démantelé. Des salaires revus à la hausse, des investissements dans l'éducation, dans des infrastructures publiques, des programmes sociaux telle qu'un revenu minimum social et une pension retraite décente pour tous, apporteront une innovation qui favorise la productivité, une croissance directe de la production, une augmentation du pouvoir d'achat ainsi qu'une croissance des recettes fiscales pour l'État; en même temps ces mesures contribueront à améliorer les relations internationales. Ces mesures sont non seulement nécessaires humainement et imposées à l'État par la constitution (Article 20 de la Constitution allemande), mais elles sont également sensées d'un point de vue économique.

4. Une population instruite sait au mieux ce qui est bien pour elle – et non des technocrates qui ne savent pas ou ne veulent pas faire de différence entre le profit et l'intérêt commun et qui, à travers la politique de restrictions des investissements sociaux, minent le fondement du développement de la société.

UNE CULTURE D'EXIGENCES SOCIALES ET CULTURELLES ÉLEVÉES EST ÉLÉMENTAIRE POUR LA DÉMOCRATIE

La souveraineté de décider collectivement de l'évolution de la société est la base d'une société démocratique. Ce droit fondamental se voit arraché à la population par la politique d'austérité – pas seulement en Grèce. Tant que les institutions démocratiques sont privées de leur souveraineté en ce qui concerne les prises de décisions sur l'utili-

sation des finances publiques, la désillusion par rapport à la politique est favorisée ainsi qu'une mentalité autoritaire malfaisante et l'idéologie de la concurrence extrême. Ceci n'a rien de commun avec la mise en application des droits fondamentaux et humains ou de la loi constitutionnelle. Il faut mettre un terme à l'austérité pour rétablir la démocratie. Celle-ci vit de l'engagement de citoyens éclairés, critiques, cultivés, exigeants, solidaires, coopératifs et responsables. **Prenons notre destin en main !**

LES RÉFORMES SE FONT PAR DES INITIATEURS !

Nous, citoyennes et citoyens d'Europe, déclarons : Un monde meilleur est possible ! Dans la conscience de l'aspect international de notre histoire commune, de notre travail, de notre engagement et de nos combats qui tous visent à faire prospérer la communauté de façon sociale, nous nous levons ici et aujourd'hui pour un avenir réjouissant pour tous. En connaissance d'un même engagement nous liant dans un esprit de solidarité aux quatre coins de la planète, nous som-

mons les instances de l'Union Européenne ainsi que les parlements nationaux :

- ▶ d'utiliser immédiatement les recettes fiscales pour financer les investissements publics, de recouvrer les impôts sur les grandes fortunes et d'augmenter l'impôt sur le capital;
- ▶ de bannir des constitutions nationales et des contrats européens toute règle relative à l'austérité et au frein à l'endettement public ainsi que d'annuler le pacte budgétaire européen;
- ▶ d'abolir la limitation légale des dépenses publiques afin que les parlements puissent fixer les budgets des dépenses pour le social, la santé, l'éducation, la science, la culture et l'infrastructure en fonction des besoins réels de leurs populations respectives;

Nous invitons nos ami(e)s dans le monde et nos concitoyens d'Europe à faire de même! Joignez-vous à notre combat afin de supprimer la règle d'or budgétaire de la constitution et de tous les contrats européens. Finissons-en avec l'austérité, pour une vie meilleure dans la paix, la dignité et le progrès commun, maintenant !

Les participants: AStA der Uni Hamburg, AStA der HAW Hamburg, AStA der Hochschule für Bildende Künste, AG Wirtschaft, Haushalt und Finanzen der LINKEN Hamburg, AK Plurale Ökonomik Hamburg, Betriebsrat Jugendhilfe e.V., Bund demokratischer Wissenschaftlerinnen und Wissenschaftler (BdWi), Bundesverband Campusgrün, Bundesverband DIE LINKE.SDS, DIDF Jugend Hamburg, DIE LINKE Lüneburg, Fachchaftsrätekonferenz (FSRK) Uni Hamburg, Fachchaftsrat Soziale Arbeit der HAW, Forum Demokratische Linke 21 Regionalgruppe Hamburg/Schleswig-Holstein, GEW Hamburg, Grüne Jugend Hamburg, International Physicians for the Prevention of Nuclear War (IPPNW) Hamburg, linksjugend solid Hamburg, Studierendenparlament Uni Hamburg.



**INTERNATIONAL
SOLIDARISCH**
SCHLUSS MIT AUSTERITÄT

www.Schluss-mit-Austeritaet.de